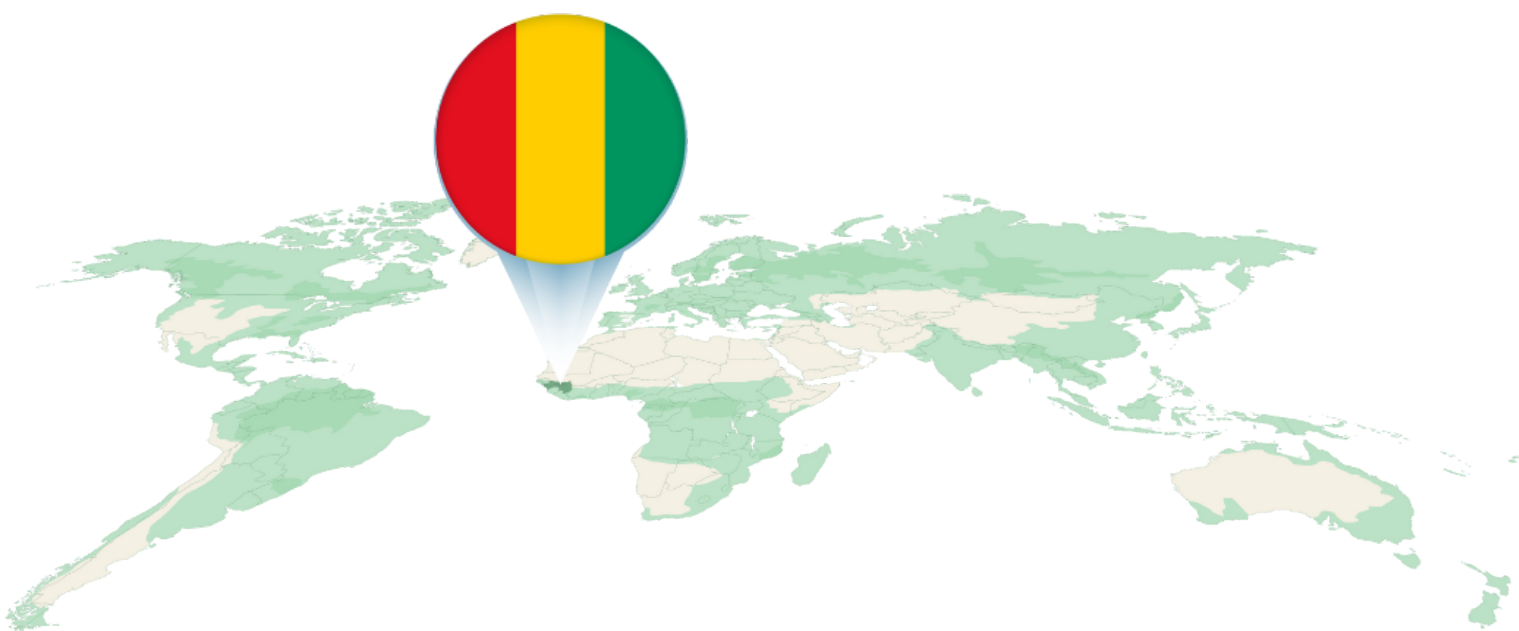


Note de Synthèse

Recherche au Service de la Démocratie et de la Cohésion Sociale (RESDECS)

*Atelier multi-acteurs pour la promotion de la paix et de la
cohésion sociale en contexte de transition et électoral en Guinée*



27 - 28 novembre 2025, Guinée - Conakry



Paix et cohésion sociale : les stratégies pour une élection apaisée, inclusive et transparente en République de Guinée

Introduction

À l'approche de l'élection présidentielle du 28 décembre 2025, la République de Guinée traverse une période assez sensible. En effet, la société guinéenne est profondément polarisée et la confiance des citoyens envers les institutions reste fragile. Cette élection, la seconde depuis le coup d'État de 2021 et l'adoption d'une nouvelle Constitution qui valide la participation des membres du gouvernement de la transition aux joutes électorales, soulève de nombreuses questions sur la transparence, l'inclusivité (exclusion de certains candidats par le conseil constitutionnel) et la légitimité du scrutin. Dans ce contexte, la prévention des tensions, le dialogue entre acteurs et le renforcement de la confiance sont impératifs pour préserver un climat pacifique. Cette note de synthèse, rédigée sur la base des travaux de l'atelier de dialogue multi-acteurs organisé par le Gorée Institute à Conakry et des résultats des policy briefs du projet RESDECS, examine les principaux facteurs de risque, expose des bonnes pratiques et propose des recommandations pour un scrutin crédible et apaisé en République de Guinée.

I. Un climat politique sensible à l'approche du scrutin

Le contexte politique à l'approche du scrutin du 28 décembre reste tendu. À quelques semaines de la tenue du scrutin, force est de noter que la polarisation entre les partis et la pression sur certains acteurs (médias et société civile) fragilisent la confiance des citoyens. En outre, la nouvelle Constitution, qui étend le mandat présidentiel et remet le gouvernement de transition dans le jeu politique, suscite également des inquiétudes, d'autant plus que le Président de la transition l'avait affirmé. Les tensions communautaires et ethniques accentuant la vulnérabilité du processus électoral, la mobilisation politique peut rapidement transformer ces divisions locales en incidents dans certaines zones. Les réseaux sociaux, quant à eux, diffusent rumeurs et désinformation à grande vitesse, amplifiant la peur et les rivalités. La corruption, les difficultés économiques et la polarisation médiatique sont d'autres facteurs de fragilité, capables de transformer de simples incidents en crises plus larges¹. Dans ce contexte, la prévention, la médiation locale et l'accès à une information fiable apparaissent comme des mécanismes fondamentaux pour maintenir la paix et la cohésion sociale pendant tout le processus électoral.

Pour rappel, lorsqu'il prêtait serment, le Général Mamady Doumbouya avait assigné pour mission à cette transition une "*refondation de l'État*", la rédaction d'une nouvelle Constitution, la lutte contre la corruption, la réforme du système électoral, la refonte du fichier électoral, l'organisation

1 RESDECS Policy Brief Series - Guinée #2 - Septembre 2025 - Consolider l'État de Droit en Guinée - lutte contre la Corruption, l'Insécurité et renforcement l'espace civique - Gorée Institute

d'élections "*libres, crédibles et transparentes*" auxquelles il n'allait pas participer, et la "*réconciliation nationale*"¹. Même si des efforts ont été faits dans beaucoup de domaines précités par l'actuel gouvernement, les défis persistent toujours.

II. Ces facteurs de vulnérabilité du processus électoral

La Guinée est confrontée à une combinaison de facteurs politiques, sociaux, médiatiques et sécuritaires qui peuvent fragiliser la cohésion sociale. En effet, si la polarisation politique et la compétition électorale intense renforcent la perception d'un affrontement pour le contrôle des institutions, les fractures communautaires et ethniques, augmentent la vulnérabilité du processus électoral, avec la mobilisation politique qui peut déboucher sur des incidents au niveau local et national, notamment dans certaines régions comme N'zérékoré, Konakry et Kankan,². La frustration sociale, surtout chez les jeunes, liée au chômage, aux inégalités et au sentiment d'exclusion, constitue une bombe sociale à la merci de l'instrumentalisation politique. S'agissant de la propagation rapide de rumeurs et de désinformation, elle alimente peur et méfiance, tandis que les problèmes sécuritaires, avec parfois une perception d'inaction ou de partialité des forces de sécurité, peuvent provoquer une escalade des tensions. La combinaison de ces éléments laisse entrevoir un environnement à risque où la prévention et la médiation sont nécessaires pour éviter que des tensions isolées ne dégénèrent en violences plus larges.

III. Stratégies et bonnes pratiques pour une élection apaisée

Plusieurs actions peuvent contribuer à un climat électoral pacifique en République de Guinée. Le dialogue multi-acteurs, tel que celui organisé par le Gorée Institute, permet de réunir la société civile, les leaders communautaires, les religieux, les institutions étatiques, les universitaires, les partis politiques, les jeunes et les femmes pour travailler à anticiper les tensions et favoriser une compréhension partagée des enjeux. L'implication des femmes est primordiale, car elles sont souvent les premières touchées par les conflits et jouent un rôle majeur dans la prévention et la cohésion au sein des communautés. La médiation locale et la prévention peuvent reposer sur l'analyse des facteurs de fragilité issus de la recherche RESDECS. Elles permettent aussi d'intervenir rapidement pour désamorcer les conflits avant qu'ils ne dégénèrent.³ Un autre mécanisme déterminant pour une élection sereine est la communication responsable, surtout en période électorale. En effet, il convient de souligner que les médias et les blogueurs, lorsqu'ils sont inclus dans les mécanismes de dialogue, diffusent des informations fiables, luttent contre la désinformation et promeuvent des messages favorisant la paix et la cohésion sociale. Pour ce qui est du renforcement de la confiance institutionnelle par la transparence dans l'organisation et la gestion du scrutin, l'engagement visible des autorités locales, notamment des organes chargés des

¹ TV5 Monde, En Guinée, Mamady Doumbouya promet de quitter le pouvoir à l'issue de la transition, Mis à jour le 24 Déc. 2021 à 11h13 Par TV5MONDE AFP,

² RESDECS Policy Brief Series - Guinée #2 – op. cit.

³ RESDECS Policy Brief Series - Guinée #2 - Septembre 2025 - Consolider l'État de Droit en Guinée - lutte contre la Corruption, l'Insécurité et renforcement l'espace civique - Gorée Institute

élections, et le respect strict des règles électorales contribuent à rassurer les citoyens et à garantir la légitimité du processus.

IV. Recommandations pour une élection apaisée, inclusive et crédible

Pour favoriser un scrutin pacifique, inclusif et crédible, l'ensemble des acteurs doit jouer un rôle coordonné et responsable.

Pour les autorités de la transition, ils sont appelés à renforcer la sécurité des populations et à garantir l'impartialité des forces de l'ordre, à assurer la transparence et l'accessibilité du processus électoral, à vulgariser et, éventuellement, à réviser le code électoral, à installer les institutions stratégiques comme l'OTIGE et la Cour constitutionnelle et à mettre en place un cadre formel de dialogue avec les partis politiques et la société civile.

Pour les partis politiques, il convient de s'approprier et de diffuser le code électoral, de renoncer aux discours de haine et de privilégier le dialogue constructif, ainsi que de prévenir l'instrumentalisation des identités communautaires.

Pour la société civile, il importe de maintenir une stricte neutralité, de sensibiliser les citoyens sur leurs droits et devoirs, de suivre la gestion des fonds publics et d'impliquer les leaders religieux, traditionnels et communautaires dans la prévention des conflits.

Les partenaires techniques et financiers doivent renforcer l'appui technique et financier au processus électoral, soutenir les initiatives de paix et de cohésion sociale et faciliter un scrutin crédible et inclusif.

Quant aux médias, ils ont un rôle important dans le maintien d'une couverture impartiale et continue. Ils ont également le devoir de lutter contre la désinformation, de promouvoir des messages favorisant la cohésion sociale et de former les créateurs de contenu à une communication responsable.

Conclusion

Les résultats des travaux de l'atelier de dialogue multi-acteurs à Conakry montrent que la République de Guinée gagnerait à développer davantage une culture de prévention en travaillant sur l'anticipation des tensions plutôt que sur la gestion réactive des crises. La coopération entre acteurs, la valorisation de la recherche appliquée et la promotion d'une gouvernance inclusive sont indispensables pour assurer un scrutin transparent, pacifique et légitime. Cette démarche s'inscrit également dans une perspective régionale contribuant à la consolidation à long terme de la paix et de la démocratie en Afrique de l'Ouest.